



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de justice et police DFJP

Secrétariat d'Etat aux migrations SEM
Section Analyses

Public

Berne-Wabern, 07.02.2024

Focus Cameroun

Crise anglophone et personnes déplacées

Haftungs- und Nutzungshinweis zu Quellen und Informationen

Die Länderanalyse des Staatssekretariats für Migration (SEM) hat den vorliegenden Bericht gemäss den gemeinsamen [EU-Leitlinien](#) für die Bearbeitung von Informationen über Herkunftsländer und auf der Grundlage sorgfältig ausgewählter Informationsquellen erstellt. Die zur Verfügung stehenden Informationen hat sie mit grösster Sorgfalt recherchiert, evaluiert und bearbeitet. Alle verwendeten Quellen sind referenziert. Dessen ungeachtet erhebt dieses Document keinen Anspruch auf Vollständigkeit. Es erlaubt auch keine abschliessende Bewertung darüber, ob ein individueller Antrag auf einen bestimmten Flüchtlingsstatus oder auf Asyl berechtigt ist. Wenn ein bestimmtes Ereignis, eine bestimmte Person oder Organisation in diesem Bericht keine Erwähnung findet, bedeutet dies nicht, dass ein solches Ereignis nicht stattgefunden hat oder dass die betreffende Person oder Organisation nicht existieren. Die Inhalte sind unabhängig verfasst und können nicht als offizielle Stellungnahme der Schweiz oder ihrer Behörden gewertet werden. Die auszugsweise oder vollständige Nutzung, Verbreitung und Vervielfältigung dieses Berichts unterliegt den in der Schweiz geltenden Klassifizierungsregeln.

Clauses sur les sources, les informations et leur utilisation

L'Analyse Pays du Secrétariat d'Etat aux Migrations (SEM) a élaboré le présent « Focus » dans le respect des [Lignes directrices de l'UE](#) en matière de traitement et de transmission d'informations sur les pays d'origine. L'Analyse Pays a recherché, évalué et traité toutes les informations figurant dans ce document avec la plus grande vigilance. Toutes les sources d'informations utilisées sont dûment référencées. Cependant, ce document ne prétend pas à l'exhaustivité. Si le rapport ne mentionne pas un événement, une personne ou une organisation déterminé(e), cela ne signifie pas forcément que l'événement n'a pas eu lieu ou que la personne ou l'organisation n'existe pas. L'Analyse Pays a produit ce document de manière indépendante et son contenu ne doit pas être considéré comme une prise de position officielle de la Suisse ou de ses autorités. Il n'est pas davantage concluant pour décider du bien-fondé d'une demande de statut de réfugié ou d'une demande d'asile particulière. Par ailleurs, ce rapport est soumis, tant dans son utilisation, sa diffusion et sa reproduction partielle ou intégrale, aux règles de classification en vigueur en Suisse.

Reservation on information, its use, and on sources

This report, written by Country Analysis of State Secretariat for Migration (SEM), is in line with [the EU-Guidelines](#) for processing Country of Origin Information. The report draws on carefully selected sources; they are referenced in the report. Information has been researched, analyzed, and edited respecting best practices. However, the authors make no claim to be exhaustive. No conclusions may be deduced from the report on the merits of any claim to the well-foundedness of a request for refugee status or asylum. The fact that some occurrence, person, or organization may not have been mentioned in the report does not imply that such occurrence is considered as not having happened or a person or organization does not exist. This report is the result of independent research and editing. The views and statements expressed in this report do not necessarily represent any consensus of beliefs held by the Swiss government or its agencies. Using, disseminating, or reproducing this report or parts thereof is subject to the provisions on the classification of information applicable under Swiss law. Documents classified «Restricted» or «Confidential» may only be revealed to persons or organizations explicitly designated as authorized to receive them.

Fragen/Kommentare, questions / commentaires, questions/comments:

coi@sem.admin.ch

Table des matières

Sujet	4
Synthèse	4
Main findings	4
1. Introduction	5
2. Cameroun anglophone	5
2.1. Bilinguisme et centralisation au Cameroun.....	5
2.2. Sentiment de discrimination et mouvements indépendantistes.....	6
2.3. Des manifestations pacifiques en 2016 au conflit armé en 2018	6
3. Crise actuelle	7
3.1. Acteurs et formes du conflit.....	7
3.2. Victimes civiles.....	9
3.3. Journalistes et défenseurs des droits humains	10
4. Personnes déplacées	12
Annexe : Carte et infographie	15

Sujet

Ce rapport répond aux questions suivantes :

- Quelle est la situation des anglophones au Cameroun et qu'est-ce qui a mené au conflit armé ?
- Quelle est la forme actuelle du conflit et quelles sont ses conséquences pour les civils ?
- Quelle est la situation des anglophones déplacés, notamment dans la zone francophone ?

Synthèse

On estime généralement que 20 % de la population camerounaise vit dans la zone anglophone. L'anglais est une langue nationale officielle, tout comme le français. Bien que certains anglophones soient fortunés et d'autres occupent des postes auprès du gouvernement, beaucoup se sentent discriminés, notamment en matière de recrutement dans la fonction publique. Ainsi, des magistrats et des enseignants anglophones ont manifesté en 2016 et obtenu un soutien populaire. Suite à des arrestations massives et plusieurs affrontements entre manifestants et forces de sécurité, des groupes se sont radicalisés, ont symboliquement proclamé l'indépendance des régions anglophones en octobre 2017, puis l'Armée a lancé une intervention. Depuis 2018, la crise est communément qualifiée de conflit armé de basse intensité qui oppose des groupes armés sécessionnistes à l'armée camerounaise.

Près d'une trentaine de groupes armés anglophones opèrent actuellement, dont deux principaux. Plusieurs d'entre eux, ainsi que des membres de l'armée camerounaise, ont attaqué des civils qu'ils accusaient de soutenir l'ennemi. Journalistes et défenseurs des droits humains sont particulièrement exposés à des menaces et violations de droits par les parties au conflit. Les enlèvements pour rançon, les actes d'extorsion envers la population, de même que les viols sont fréquents. Les habitants de la zone anglophone continuent d'appliquer les grèves générales les lundis, telles qu'ordonnées par les séparatistes. Également sur ordre de groupes armés, beaucoup d'écoles restent fermées. Aucune des sources consultées n'indique d'opportunité de résolution du conflit à court terme.

Environ la moitié des personnes qui ont fui sont restées dans les régions anglophones et beaucoup effectuent des déplacements pendulaires : elles quittent leur village quand un affrontement armé se déroule à proximité et y retournent une fois la situation calmée. Les anglophones en zone francophone se sont surtout établis dans la Région ouest, à Douala et à Yaoundé. Une faible majorité des anglophones déplacés interrogés dans une enquête considèrent leur communauté d'accueil comme amicale. Toutefois, nombre d'entre eux rencontrent des difficultés d'accès à l'eau potable ou au logement, notamment quand ils manquent de papiers d'identité obtenables uniquement sur leur lieu d'origine.

Main findings

It is generally estimated that 20% of Cameroon's population lives in the Anglophone regions. English is an official language on a par with French. Although some anglophones are wealthy and others hold government positions, many feel discriminated against, particularly when it comes to recruitment into the civil service. Anglophone judges and teachers demonstrated in 2016 and won popular support. Following mass arrests and several clashes between demonstrators and the security forces, some groups became radicalised and symbolically proclaimed the independence of the Anglophone regions in October 2017, then the army launched a major intervention. Since 2018, the crisis is commonly described as a low-intensity armed conflict pitting armed secessionist groups against the Cameroonian army.

Nearly thirty armed Anglophone groups are currently operating, including two main ones. Several of these groups, as well as members of the Cameroonian army, have attacked civilians whom they accuse of supporting the enemy. Journalists and human rights defenders are

particularly exposed to threats and human rights violations by the parties to the conflict. Kidnappings for ransom, extortion of the population and rape are frequent. The inhabitants of English-speaking localities continue to implement general strikes on Mondays, as ordered by the separatists. Also on the orders of armed groups, many schools remain closed. None of the sources consulted indicate any prospect of a resolution to the conflict in the short term.

Half of those who have fled have remained in the Anglophone regions, and many go back and forth: they leave their villages when there is an armed confrontation nearby and return once the situation has calmed down. Anglophones in French-speaking regions have mainly settled in the Western Region, in Douala and Yaoundé. A small majority of displaced anglophones interviewed in a survey consider their host community to be friendly. However, many of them encounter difficulties in accessing drinking water or housing, particularly when they lack identity papers that can only be obtained in their place of origin.

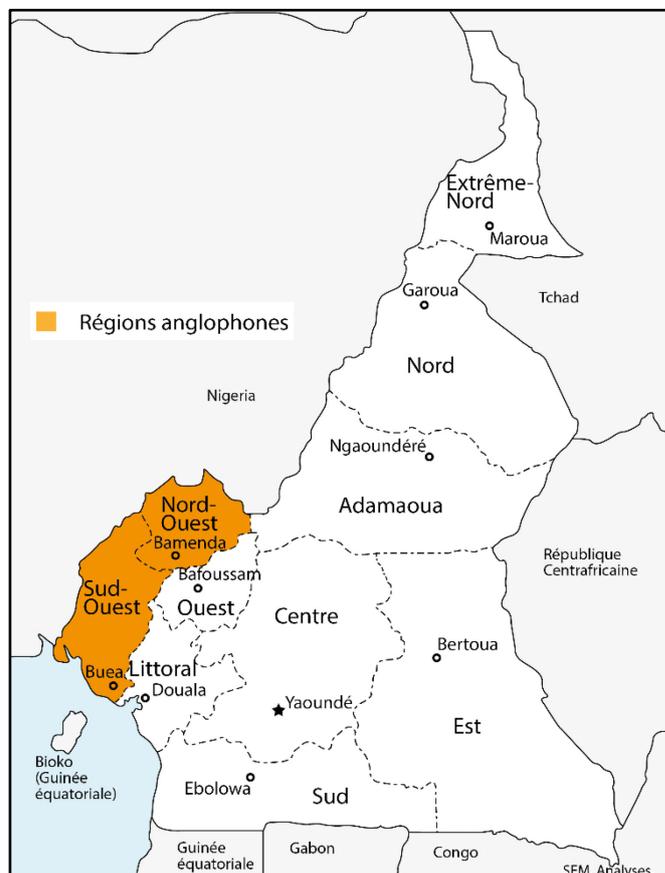
1. Introduction

Ce rapport met en contexte la crise anglophone notamment à travers des publications de science politique et d'anthropologie, ainsi que des rapports de l'*International Crisis Group*. Les données du groupe de recherche sur la violence armée ACLED produisent un aperçu quantitatif de l'évolution du conflit. Le chapitre 3 sur les acteurs et formes actuelles de la crise, ainsi que le chapitre 4 sur les personnes déplacées se basent d'une part sur des sources écrites de natures diverses, d'autre part sur des entretiens du SEM avec des acteurs humanitaires et associatifs à Yaoundé, Douala et Buea en juin 2023. De par leur mandat, les défenseurs des droits humains tendent à mettre les cas de violations des droits en évidence. Néanmoins, les interlocuteurs ont en général répondu de manière nuancée et n'ont pas esquivé les questions. Plusieurs d'entre eux ont demandé à rester anonymes.

2. Cameroun anglophone

2.1. Bilinguisme et centralisation au Cameroun

Près de 3,5 millions de Camerounais vivaient dans les régions anglophones et 18 millions dans la zone francophone, selon des estimations de 2015. Une importante minorité francophone vit en zone anglophone, alors qu'environ 20 % de la population des régions de l'Ouest et du Littoral est originaire de la zone anglophone. Le français et l'anglais ont été introduits à partir de 1916, alors que la France et la Grande-Bretagne ont chassé les militaires allemands, puis se sont partagé la tutelle sur le Cameroun. Cependant, près de 250 langues locales restent parlées sur le territoire national, bien que le Cameroun n'a retenu que le français et l'anglais comme langues officielles suite à son accession à l'indépendance en 1961. Les lois contraignent ainsi le gouvernement à publier ses communications dans les deux langues, garantissent à chacune des deux zones linguistiques le droit d'appliquer un système éducatif distinct, et stipulent que les instances judiciaires de la zone anglophone opèrent en anglais et se basent sur la *Common law*, à la différence du reste du pays qui applique



le droit civil.¹ En plus d'être officiellement bilingue, le pays a été proclamé « État unitaire décentralisé » par le président. La Constitution de 1996 a donc instauré des assemblées régionales, mais celles-ci n'ont été élues qu'en 2020 et restent sous la tutelle des gouverneurs, qui sont nommés par le président de la République.²

2.2. Sentiment de discrimination et mouvements indépendantistes

Le Camerounais le plus riche, tout comme deux des 18 ministres, sont anglophones.³ Mais si certains anglophones sont fortunés ou exercent des fonctions ministérielles, beaucoup d'entre eux se sentent discriminés : « [les francophones] nous appellent *Anglofools*. Ils nous considèrent et nous traitent comme des imbéciles », a déclaré un habitant du Sud-Ouest dans le cadre d'une enquête. De telles plaintes pour traitement discriminatoire des anglophones dans l'espace linguistique francophone ont été documentées depuis des décennies. Un autre participant a estimé que les anglophones étaient systématiquement écartés des emplois de bureau. Un autre encore a souligné que des enseignants postés en zone anglophone travaillaient en français, soit une langue que leurs élèves ne comprennent pas. Par ailleurs, des rapports font état d'examens nationaux dont les questions ne sont pas traduites correctement. Les anglophones peuvent aussi rencontrer des difficultés dans le domaine judiciaire, sachant que dans le Nord-Ouest, en 2017, 52 % des magistrats étaient francophones.⁴

En plus d'imprégner l'opinion publique, ce sentiment de marginalisation a généré un activisme politique. Le *Southern Cameroon National Council* (SCNC) a été créé en 1994 dans le but de restaurer l'autonomie des régions anglophones au sein d'une République fédérale du Cameroun, comme c'était le cas jusqu'en 1972, lorsque le pays est devenu un État unitaire. La demande de revenir au fédéralisme n'a pas été satisfaite, bien que la réforme de la Constitution en 1996 ait introduit le principe de décentralisation. Le SCNC s'est fragmenté, un groupe dissident a appelé à la lutte armée, la répression des mouvements anglophones a suivi et certains membres ont été arrêtés. Contrairement aux années 1990, dans les années 2000, le SCNC n'a plus réussi à organiser des manifestations de rue, même s'il a proclamé symboliquement l'indépendance des régions anglophones à plusieurs reprises.⁵

2.3. Des manifestations pacifiques en 2016 au conflit armé en 2018

La crise qui a conduit au conflit armé actuel a débuté en 2016. En octobre de cette année-là, des magistrats anglophones se sont mis en grève pour réclamer une meilleure application de la *Common law* et protester contre la nomination de magistrats francophones dans leurs régions. En novembre, des enseignants anglophones se sont également mis en grève pour protester contre les nominations de francophones dans leur secteur. Des milliers de personnes ont alors rejoint le mouvement des magistrats et des enseignants pour protester contre la marginalisation. La police est intervenue pour disperser les manifestants : elle en a battu certains, tué deux d'entre eux, et arrêté des dizaines. En décembre, lorsqu'une foule a empêché un rassemblement du parti présidentiel à Bamenda, des affrontements avec la police ont fait quatre morts, des blessés, et une cinquantaine de personnes ont été arrêtées. D'autres inci-

¹ Lionel Jean, « République du Cameroun », in Jacques Leclerc (éd.), *L'aménagement linguistique dans le monde*, Québec. www.axl.cefan.ulaval.ca/afrique/cameroun.htm (05.02.2024). / ODSEF, Québec. Patrice Tanang Tchouala, Hervé J. Efon Etinzoh. Les dynamiques démolinguistiques au Cameroun de 1960 à 2005 : un éclairage à travers les données des recensements, 2013. <https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/3799280> (01.11.2023). / Laura-Stella Enonchong. Crise anglophone au Cameroun: comment le tribunal de Common law offre une lueur d'espoir, 15.12.2022. <https://theconversation.com/crise-anglophone-au-cameroun-comment-le-tribunal-de-common-law-offre-une-lueur-despoir-196623> (06.02.2024).

² Joël N. Meyolo, Ghislaine A. Gwet, « La production du territoire camerounais: de la territorialité à la décentralisation », *African Humanities*, 4, 2018, pp. 80-86. www.coredec.org/docs/ah/vol4/ahv4n4jnmqag.pdf (20.08.2020).

³ Jeune Afrique, Paris. Mathieu Olivier. Cameroun : qui sont les anglophones de Paul Biya ?, 18.10.2017. www.jeuneafrique.com/484548/politique/cameroun-qui-sont-les-anglophones-de-paul-biya/ (02.11.2023).

⁴ Gordon Crawford, James K. Kewir, et al. Voices from 'Ground Zero': Interrogating history, culture and identity in the resolution of Cameroon's 'anglophone' conflict, June 2022, pp. 18-24. https://pure.coventry.ac.uk/ws/portalfiles/portal/54589016/Voices_from_Ground_Zero_web.pdf (08.08.2023).

⁵ Piet Konings, Francis B. Nyamnjoh, *Negotiating an Anglophone identity. A study of the politics of recognition and representation in Cameroon*, Leiden, Brill, 2003, pp. 91, 104.

dents ont eu lieu au cours des semaines suivantes et des dizaines de manifestants ont encore été arrêtés, dont des journalistes. Plusieurs semaines de négociations entre les leaders des avocats et des enseignants et les délégués du gouvernement n'ont pas abouti. En janvier 2017, ces leaders ont été arrêtés.⁶

En parallèle à cette répression, le gouvernement a pris une série de mesures concrètes pour augmenter la représentation des anglophones dans différents secteurs, mais ça n'a pas suffi à empêcher la radicalisation d'une partie du mouvement. Les groupes séparatistes se sont multipliés, certains ont reçu des fonds de la diaspora et notamment ordonné des grèves générales — appelées *ghost towns* — tous les lundis.⁷

En septembre 2017, environ 50 000 anglophones ont manifesté dans plusieurs villes. Parmi leurs revendications figuraient le retour au fédéralisme, la sécession, la libération des prisonniers politiques et que Paul Biya quitte la présidence. Deux bombes artisanales ont explosé à Bamenda et des magasins ont été pillés. Le gouvernement a proclamé l'état d'urgence et envoyé mille soldats qui ont tiré à balles réelles. L'intervention militaire s'est poursuivie contre des villages de leaders, où elle a entraîné de nouvelles violations des droits humains et la fuite de nombreux habitants dans la brousse.⁸ À partir de février 2018, l'Agence France Presse a qualifié la crise de « conflit armé de basse intensité », opposant des groupes armés séparatistes à l'armée camerounaise.⁹

3. Crise actuelle

3.1. Acteurs et formes du conflit

Environ 30 groupes armés existent dans la zone anglophone et leurs liens avec des groupes politiques indépendantistes varient. Plusieurs d'entre eux sont basés dans la diaspora et font l'objet de querelles de leadership.¹⁰

- L'un des groupes politiques les plus puissants est l'*Ambazonia Governing Council*, dirigé par Ayaba Cho Lucas, qui est basé en Norvège. Il a pour bras armé les *Ambazonia Defence Forces*, actives dans les deux régions anglophones.
- Autre groupe important, l'*Interim Government of Ambazonia* est dirigé par Samuel Ikome Sako, un ancien pasteur vivant aux États-Unis. Il forme une coalition avec, entre autres, les *Southern Cameroons Defence Forces* (SCDF).¹¹ Le SCNC en est également membre.¹² Plusieurs pages et profils de réseaux sociaux portent le titre SCNC et

⁶ International Crisis Group, Brussels. Cameroon's Anglophone crisis at the crossroads, 02.08.2017. www.crisisgroup.org/africa/central-africa/cameroon/250-camerouns-anglophone-crisis-crossroads (02.11.2023).

⁷ International Crisis Group, Brussels. Cameroon's Anglophone crisis at the crossroads, 02.08.2017. www.crisisgroup.org/africa/central-africa/cameroon/250-camerouns-anglophone-crisis-crossroads (02.11.2023).

⁸ International Crisis Group, Brussels. Cameroon's worsening Anglophone crisis calls for strong measures, 19.10.2017. www.crisisgroup.org/africa/central-africa/cameroon/130-cameroon-worsening-anglophone-crisis-calls-strong-measures (02.11.2023).

⁹ Africanews, Pointe Noire. AFP. Cameroun anglophone : l'armée se défend de commettre des exactions, 09.02.2018. <https://fr.africanews.com/2018/02/09/cameroun-anglophone-l-armee-se-defend-de-commettre-des-exactions/> (02.11.2023). / VOA, Washington. AFP. 200 personnes fuient des violences en zone anglophone au Cameroun, 14.04.2018. www.voafrique.com/a/personnes-200-fuient-des-violences-en-zone-anglophone-au-cameroun/4348218.html (02.11.2023).

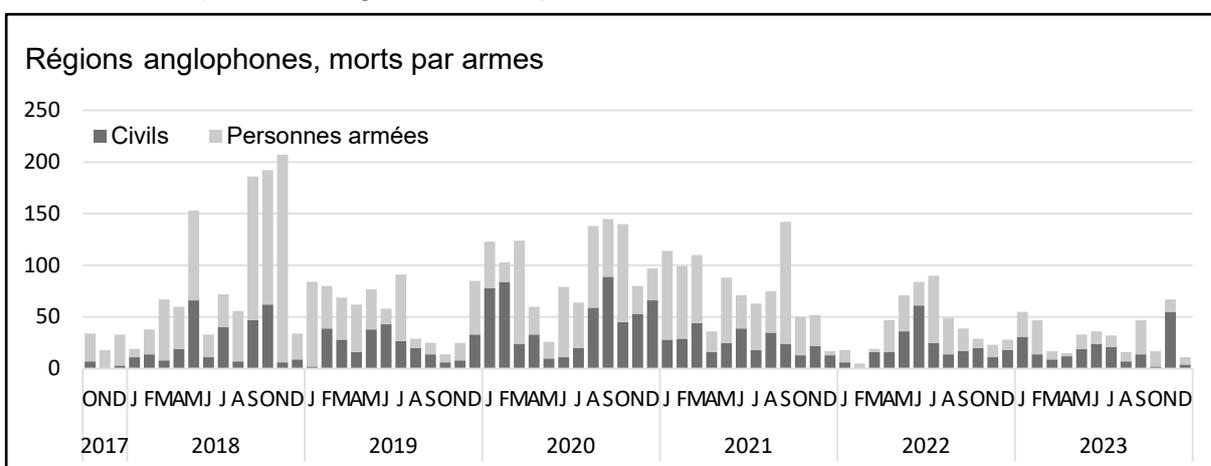
¹⁰ List of Ambazonian militant groups. https://en.wikipedia.org/w/index.php?title=List_of_Ambazonian_militant_groups&oldid=1180934808 (03.11.2023). / Africa Intelligence, Paris. Antoine Rolland. NO/SO : les Etats-Unis, terre d'accueil des circuits de financement des groupes séparatistes, 22.02.2023. www.africaintelligence.fr/afrique-centrale/2023/02/22/no_so-les-etats-unis-terre-d-accueil-des-circuits-de-financement-des-groupes-separatistes.109914598-evg (27.02.2023).

¹¹ Gordon Crawford, James K. Kewir, et al. Voices from 'Ground Zero': Interrogating history, culture and identity in the resolution of Cameroon's 'anglophone' conflict, June 2022, p. 27. https://pure.coventry.ac.uk/ws/portalfiles/portal/54589016/Voices_from_Ground_Zero_web.pdf (08.08.2023).

¹² International Crisis Group, Brussels. Cameroon's Anglophone crisis: how to get to talks?, 03.05.2019, p. 10. www.crisisgroup.org/africa/central-africa/cameroon/272-crise-anglophone-au-cameroun-comment-arriver-aux-pourparlers (03.11.2023).

affichent leur allégeance à l'*Interim Government of Ambazonia*. Néanmoins, ni ces pages, ni les autres sources consultées n'informent sur les activités récentes du SCNC en particulier.¹³

Un pic de violence a eu lieu à la fin de 2018. Cette année-là, le gouvernement a ouvert un centre de réinsertion des combattants repentis.¹⁴ En 2019, il a libéré 333 prisonniers détenus pour des motifs liés à la crise¹⁵, puis organisé un dialogue national : après qu'un millier de délégués des dix régions se sont réunis à Yaoundé, le gouvernement a décidé d'accélérer la décentralisation et d'accorder un statut spécial aux régions anglophones. Des élections régionales ont donc eu lieu en décembre 2020, et contrairement aux régions francophones qui disposent d'une seule chambre des représentants, les régions anglophones ont été dotées d'un système bicaméral comprenant une chambre des représentants et une chambre des chefs.¹⁶ Aussi sur la base des recommandations issues du dialogue national, le président de la République a lancé en 2020 un plan de reconstruction et de développement pour les régions anglophones, en vue de réhabiliter les infrastructures de base, revitaliser l'économie et promouvoir la cohésion sociale.¹⁷ Mises à part les difficultés de mise en œuvre liées à la situation sécuritaire, ce plan n'avait guère obtenu plus de 15 % des fonds nécessaires en 2023.¹⁸



Source : ACLED.¹⁹

Ces mesures n'ont pas mis fin à la violence armée, qui a même temporairement augmenté, en particulier en février 2020, lors des élections législatives auxquelles peu d'anglophones ont participé, en raison de l'insécurité.²⁰ Simultanément, le gouvernement suisse a tenté une médiation entre les parties, mais les principaux groupes armés n'étaient pas tous intéressés à négocier et il n'y avait pas non plus de consensus au sein du gouvernement, qui s'est officiel-

¹³ SCNC Southern Cameroon National Council. www.facebook.com/scncsoutherncameroonsnationalcouncil/ (03.11.2023). / Scnc Cyprus. www.facebook.com/scnc.cyprus/ (03.11.2023). / Southern Cameroons National Council (SCNC). www.facebook.com/groups/380960971933105 (03.11.2023).

¹⁴ New Humanitarian, Geneva Agha-nwi Fru, Andrew Nsoseka. Broken promises: Cameroon's troubled disarmament initiative, 22.06.2022. www.thenewhumanitarian.org/news-feature/2022/06/23/Cameroon-troubled-disarmament-initiative (09.10.2023).

¹⁵ Jeune Afrique, Paris. Franck Foute. Crise anglophone au Cameroun : Paul Biya ordonne la libération de 333 prisonniers, 04.10.2019. www.jeuneafrique.com/838345/politique/crise-anglophone-au-cameroun-paul-biya-ordonne-la-liberation-de-333-prisonniers/ (02.11.2023).

¹⁶ International Crisis Group, Bruxelles. Cameroun : réexaminer le « statut spécial » des régions anglophones, 31.03.2023. www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/cameroon/b188-second-look-camerouns-anglophone-special-status (03.04.2023).

¹⁷ Services du Premier ministre, Arrêté N 031-CAB-PM du 3 avril 2020 fixant le cadre organique de la mise en oeuvre du Plan Présidentiel de Reconstruction et de Développement des Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. www.osidimbea.cm/institutions/gouvernement/pprd-no-so/ (18.01.2024).

¹⁸ RFI, Paris. Alphonse Tebeck. Cameroun: l'État lance son plan présidentiel de reconstruction dans les régions sous tension, 21.12.2023. www.rfi.fr/fr/afrique/20231221-cameroun-l-%C3%A9tat-lance-son-plan-pr%C3%A9sidentiel-de-reconstruction-dans-les-%C3%A9gions-sous-tension (18.01.2024).

¹⁹ ACLED, Maddison. Data Export Tool - Cameroon. <https://acleddata.com/data-export-tool/> (24.01.2024).

²⁰ Human Rights Watch, New York. Cameroun : Violences électorales dans les régions anglophones, 12.02.2020. www.hrw.org/fr/news/2020/02/12/cameroun-violences-electorales-dans-les-regions-anglophones (02.11.2023).

lement retiré du processus en 2022.²¹ À la fin de cette même année, le Cameroun a mandaté le gouvernement canadien pour une médiation, mais a révoqué ce mandat en janvier 2023.²²

3.2. Victimes civiles

Des groupes armés non étatiques, ainsi que des membres de l'armée camerounaise, ont attaqué des civils qu'ils accusaient de soutenir l'ennemi.²³ En 2017 et 2018, l'armée nationale a incendié au moins vingt villages.²⁴ En février 2020, elle est intervenue conjointement avec une milice peul (mbororo) dans le quartier de Ngarbuh à Ntumbaw, soupçonnant la présence de séparatistes : plusieurs maisons ont été incendiées et plus de vingt civils tués.²⁵ Par ailleurs, il est courant que lorsque des convois de l'Armée tombent dans une embuscade, les militaires ripostent en procédant à des arrestations massives²⁶ et en brûlant des villages, selon certaines sources.²⁷

Les groupes armés non étatiques, de leur côté, ont commis diverses violations des droits humains à l'encontre des civils, telles que des enlèvements, des pillages, des meurtres et des viols.²⁸ A titre d'exemple récent, deux civils ont été tués sur la place du marché de Guzang en octobre 2023 ; un meurtre revendiqué par le Conseil de gouvernement d'Ambazonie.²⁹ En outre, des groupes armés non étatiques ont recruté de force certains de leurs combattants, y compris des enfants, comme l'ont rapporté certaines organisations de défense des droits humains.³⁰

Au fil du temps, comme l'indiquent plusieurs sources, le conflit est devenu moins idéologique et plus prédateur ; une personne interrogée à Buea a expliqué qu'il y avait peu de groupes armés importants et beaucoup de petits groupes composés uniquement de voleurs. Par conséquent, les enlèvements contre rançon sont très fréquents et l'extorsion est en général une

²¹ Cameroun Web, Yaoundé. Paul Biya rejette la médiation suisse, des jours difficiles s'annoncent au NOSO, 15.09.2022. www.camerounweb.com/CameroonHomePage/NewsArchive/URGENT-Paul-Biya-rejette-la-mediation-suisse-des-jours-difficiles-s-annoncent-au-NOSO-682991 (02.11.2023). / Africa Intelligence, Paris. Cameroun : NO/SO : les très discrètes manœuvres de Paul Biya et de son premier ministre, 26.09.2022. www.africaintelligence.fr/afrique-centrale/2022/09/26/no-so-les-tres-discretes-manoevres-de-paul-biya-et-de-son-premier-ministre,109812698-art (06.02.2024).

²² Africa Intelligence, Paris. Cameroun: NO/SO: Ottawa envoie un officiel à Yaoundé pour sortir la médiation canadienne de l'enlèvement, 23.03.2023. www.africaintelligence.fr/afrique-centrale/2023/03/23/no-so-ottawa-envoie-un-officiel-a-yaounde-pour-sortir-la-mediation-canadienne-de-l-enlèvement,109926333-art (06.02.2024).

²³ Amnesty International, London. With or against us. People of the North-West region of Cameroon caught between the army, armed separatists and militias, 04.07.2023. www.amnesty.org/en/wp-content/uploads/2023/07/AFR1768382023ENGLISH-1.pdf (04.07.2023).

²⁴ Human Rights Watch, New York. "These killings can be stopped". Abuses by government and separatist groups in Cameroon's Anglophone regions, 20.07.2018. www.hrw.org/report/2018/07/20/these-killings-can-be-stopped/abuses-government-and-separatist-groups-cameroun#2708 (24.08.2020).

²⁵ Le Monde, Paris. Josiane Kouagheu. Au Cameroun, l'impossible vérité sur le massacre de Ngarbuh, 29.06.2020. www.lemonde.fr/afrique/article/2020/06/29/au-cameroun-l-impossible-verite-sur-le-massacre-de-ngarbuh_6044609_3212.html (25.08.2020).

²⁶ RFI, Paris. Cameroun: une ONG dénonce les arrestations « illégales » de près de 160 civils, 22.03.2023. www.rfi.fr/fr/afrique/20230322-cameroun-une-ong-d%C3%A9nonce-les-arrestations-ill%C3%A9gales-de-pr%C3%A8s-de-160-civils (23.03.2023).

²⁷ Entretien avec le président d'une organisation des droits humains, Buea, 14.06.2023. / Entretien avec un représentant d'une organisation humanitaire, Yaoundé, 07.06.2023.

²⁸ Oxford Human Rights Hub. Cameroon conflict research group human rights report 2021-2023, 15.06.2023. <https://ohrh.law.ox.ac.uk/cameroon-conflict-research-group-human-rights-report-2021-2023/> (03.11.2023).

²⁹ Amnesty International, London. Cameroon: The unlawful killings of two people by separatists must not go unpunished, 06.10.2023. www.amnesty.org/en/latest/news/2023/10/cameroon-the-unlawful-killings-of-two-people-by-separatists-must-not-go-unpunished/ (10.10.2023).

³⁰ Human Rights Watch, New York. Ilaria Allegrozzi. "They Are Destroying Our Future". Armed separatist attacks on students, teachers, and schools in Cameroon's Anglophone regions, 16.12.2021. www.hrw.org/report/2021/12/16/they-are-destroying-our-future/armed-separatist-attacks-students-teachers-and (06.02.2024). / Amnesty International, London. With or against us. People of the North-West region of Cameroon caught between the army, armed separatists and militias, 04.07.2023, pp. 19, 25. www.amnesty.org/en/wp-content/uploads/2023/07/AFR1768382023ENGLISH-1.pdf (04.07.2023).

activité quotidienne. Alors que les hommes sont couramment taxés par les insurgés et les criminels, les femmes sont plus exposées au risque de viol.³¹

Sur ordre des séparatistes, des grèves générales, appelées *ghost towns*, sont encore appliquées tous les lundis et les jours fériés. En juin 2023, alors que l'analyste pays du SEM était au Cameroun, on lui a dit de ne pas se rendre à Buea le lundi, car ce jour-là, la grève paralysait la localité. Un représentant d'une organisation a confirmé que ne pas se conformer à l'ordre de grève signifie s'exposer à des représailles.³²

Des groupes séparatistes ont également appelé au boycott des écoles publiques, qu'ils considèrent comme des vecteurs de « francophonisation ». Ils ont attaqué et incendié de nombreuses écoles, kidnappé et tué des enseignants et des enfants.³³ En 2018, on estimait que 4000 écoles anglophones étaient fermées, privant plus de 700 000 enfants de classes régulières.³⁴ En 2023, le directeur d'une association estimait que 80 % des écoles anglophones étaient fermées, tandis que le gouvernement annonçait 50 %.³⁵ Certaines écoles ont rouvert, en particulier à Buea et Bamenda, mais pour empêcher la rentrée scolaire en septembre 2023, des séparatistes ont ordonné deux semaines de grève. Dans la banlieue de Buea, des assaillants ont accusé des personnes de ne pas obéir et en ont tué trois.³⁶

Les zones contrôlées par des groupes armés connaissent une paix relative, d'après le directeur d'une association. Celui-ci a aussi expliqué que de nombreuses personnes ont déménagé à Buea, où les forces de sécurité sont plus présentes et où il y a moins d'affrontements avec les groupes armés non étatiques.³⁷ En outre, des sources considèrent que Buea est plus calme que Bamenda, où les deux parties en conflit sont plus présentes. L'une d'entre elles a précisé qu'à Bamenda, « les gens regardent constamment au-dessus de leur épaule [et] les forces de sécurité saisissent souvent les cartes d'identité des jeunes filles pour abuser d'elles ».³⁸

3.3. Journalistes et défenseurs des droits humains

Plusieurs journalistes ont été menacés ou emprisonnés après avoir traité des sujets en lien avec la crise anglophone. Trois d'entre eux ont été arrêtés dans la période des manifestations de rue en 2016 et 2017. Ils ont été jugés ensemble et condamnés à des peines d'emprisonnement de plus de dix ans, entre autres pour diffusion de fausses nouvelles, insurrection et hostilité contre l'État.³⁹

En 2018, la journaliste Mimi Mefo a été arrêtée après avoir relayé les propos d'une source indiquant qu'un missionnaire étasunien était mort sous les balles de l'armée camerounaise. La même année, Michel Biem Tong a lui aussi été placé en détention après avoir publié une

³¹ Entretien avec une représentante d'une organisation des droits humains, Buea, 14.06.2023. / Voir, aussi: RFI, Paris. Valentin Zinga. Au Cameroun anglophone, les groupes armés indépendantistes changent de stratégie, 04.06.2023. www.rfi.fr/fr/afrique/20230604-au-cameroun-anglophone-les-groupes-arm%C3%A9s-ind%C3%A9pendantistes-changent-de-strat%C3%A9gie (18.01.2024).

³² Entretien avec la direction d'une organisation humanitaire, Yaoundé, 05.06.2023.

³³ Le Monde, Paris. Josiane Kouagheu. Cameroun : en zone anglophone, une nouvelle rentrée scolaire dans la peur, 05.09.2023. www.lemonde.fr/afrique/article/2023/09/05/cameroun-en-zone-anglophone-une-nouvelle-rentree-scolaire-dans-la-peur_6187935_3212.html (17.10.2023).

³⁴ Africa Report, Aston Clinton. Enrica Picco, Murithi Mutiga. Cameroon's Anglophone conflict: Children should be able to return to school, 20.09.2022. www.theafricareport.com/241506/camerouns-anglophone-conflict-children-should-be-able-to-return-to-school/#continue-reading (17.10.2023).

³⁵ Entretien avec la direction d'une organisation humanitaire, Yaoundé, 05.06.2023.

³⁶ HumAngle, Abuja. Kiven Brenda. Separatists kill 3 for disobeying 'Ghost Town' order in Cameroon, 08.09.2023. <https://humanglemedia.com/separatists-kill-3-for-disobeying-ghost-town-order-in-cameroon/> (10.10.2023).

³⁷ Entretien avec le président d'une organisation des droits humains, Buea, 14.06.2023.

³⁸ Entretien avec la direction d'une organisation humanitaire, Yaoundé, 05.06.2023. / Entretien avec une représentante d'une organisation des droits humains, Buea, 14.06.2023.

³⁹ Committee to Protect Journalists, New York. Tsi Conrad. <https://cpj.org/data/people/tsi-conrad/> (21.09.2022). / Committee to Protect Journalists, New York. Thomas Awah Junior. <https://cpj.org/data/people/thomas-awah-junior/> (21.09.2022). / Committee to Protect Journalists, New York. Mancho Bibixy. <https://cpj.org/data/people/mancho-bibixy/> (21.09.2022).

série d'articles qui dénonçaient des exactions de l'Armée. La première a été accusée d'atteinte à la sûreté de l'État, le second d'apologie du terrorisme, déclarations mensongères et outrage au chef de l'État. Toutes ces charges ont été levées et les deux personnes libérées, l'une après trois jours et l'autre après sept semaines, suite à des interventions du président de la République.⁴⁰

Accusé de répandre de fausses nouvelles et de collaborer avec des séparatistes, le journaliste de Buea Samuel Wazizi a été arrêté en août 2019, puis détenu sans communication avec l'extérieur. En juin 2020, l'Armée a annoncé qu'il était décédé d'une infection quelques jours après son arrestation et qu'elle ne l'avait pas torturé. Elle n'a pas précisé pourquoi Wazizi avait été privé de communication, ni pourquoi sa mort n'avait pas été annoncée plus tôt.⁴¹ Quant à Kingsley Fomunyuy Njoka, il a été arrêté en 2020 à son domicile à Douala et accusé de sécession et de complicité avec un groupe armé. Les autorités estiment qu'il a payé des groupes terroristes en échange d'informations. Njoka reste à ce jour en détention, dans l'attente d'un procès.⁴²

Des journalistes ont aussi été détenus par des groupes armés non gouvernementaux et parfois libérés quelques heures ou quelques jours plus tard. Plusieurs de ces enlèvements avaient pour but une rançon et l'activité journalistique des victimes n'apparaît pas toujours comme le motif majeur. En revanche, les hommes armés qui ont détenu le journaliste Lawrence C. Babila durant deux jours en 2020 l'ont accusé de « travailler avec l'Armée contre le combat pour la restauration de l'État d'Ambazonie ». ⁴³ De plus, des acteurs de la société civile ont été menacés après avoir documenté des violations des droits humains, à l'image de Felix Agbor Balla qui a reçu par téléphone et réseaux sociaux des menaces de mort après sa participation à une conférence tenue en 2021 au sujet de la crise anglophone.⁴⁴ Une journaliste basée à Bamenda a reçu de telles menaces après avoir documenté le massacre à l'école de Kumba en 2020 et après avoir participé à la Commission pour le bilinguisme.⁴⁵

« Les journalistes sont toujours entre le marteau des groupes armés séparatistes et l'enclume des forces de sécurité gouvernementales », selon une organisation de soutien.⁴⁶ Pour illustration, l'un d'eux a rapporté :

Après m'avoir intimidé sous la menace d'une arme, les combattants m'ont expliqué que les maisons avaient été brûlées par l'Armée. Quand je suis arrivé sur place, les militaires m'ont

⁴⁰ VOA, Washington. AFP. "Arrêt des poursuites" contre une célèbre journaliste anglophone au Cameroun, 12.11.2018. www.voafrique.com/a/arr%C3%AAt-des-poursuites-contre-une-c%C3%A9l%C3%A8bre-journaliste-anglophone-au-cameroun/4654884.html (20.12.2023). / RFI, Paris. Cameroun: la journaliste anglophone Mimi Mefo libérée, 13.11.2018. www.rfi.fr/fr/afrique/20181111-cameroun-journaliste-anglophone-mimi-mefo-liberation-charles-wesco (20.12.2023). / Le Monde, Paris. AFP. Au Cameroun, un journaliste écroué pour «apologie du terrorisme», 16.11.2018. www.lemonde.fr/afrique/article/2018/11/16/au-cameroun-un-journaliste-ecroue-pour-apologie-du-terrorisme_5384375_3212.html (21.12.2023). / Fédération internationale pour les droits humains, Paris. Cameroun : libération de Michel Biem Tong, 14.12.2018. www.fidh.org/fr/themes/defenseurs-des-droits-humains/cameroun-liberation-de-michel-biem-tong (21.12.2023).

⁴¹ Committee to Protect Journalists, New York. Cameroon's military detains pidgin news anchor Samuel Wazizi, 18.12.2019. <https://cpj.org/2019/08/camerouns-military-detains-pidgin-news-anchor-samu/> (21.12.2023). / RFI, Paris. Crimes contre des journalistes: la mort de Samuel Wazizi au Cameroun, une affaire emblématique, 02.11.2020. www.rfi.fr/fr/afrique/20201102-mort-journaliste-samuel-wazizi-cameroun-affaire-embl%C3%A9matique (21.12.2023).

⁴² Committee to Protect Journalists, New York. Kingsley Fomunyuy Njoka. <https://cpj.org/data/people/kingsley-fomunyuy-njoka/> (21.12.2023).

⁴³ Guardian Post, Yaoundé. Retracing Amba war against journalists, 12.05.2023. <https://web.archive.org/web/20230821172434/https://theguardianpostcameroon.com/post/1105/en/retracing-amba-war-against-journalists> (06.02.2024).

⁴⁴ Amnesty International, London. Cameroon: End threats against activists who exposed violations and abuses in Anglophone regions, 07.07.2022. www.amnesty.org/en/latest/news/2022/07/cameroon-end-threats-against-activists-who-exposed-violations-and-abuses-in-anglophone-regions/ (22.12.2023).

⁴⁵ Entretien avec une journaliste anglophone, Yaoundé, 08.06.2023.

⁴⁶ Reporters sans frontières, Paris. Cameroun : les reporters des zones anglophones face aux dangers de l'insécurité, 07.09.2023. <https://rsf.org/fr/cameroun-les-reporters-des-zones-anglophones-face-aux-dangers-de-l-ins%C3%A9curit%C3%A9> (11.09.2023).

quant à eux ordonné de rapporter que les maisons avaient été allumées par les séparatistes.⁴⁷

Le gouvernement a enjoint les médias à ne pas relayer les propos des séparatistes. Sur un plateau de télévision, le ministre de la Communication a déclaré que si « Vous donnez la parole à ceux qui veulent diviser la nation, eh bien ma foi demain vous [Canal 2] ne serez plus là, [...] à donner la parole aux sécessionnistes, je fermerai votre télévision ».⁴⁸ Les menaces, les attaques et la répression ne concernent pas seulement ceux qui traitent de la crise anglophone : en général, « quelqu'un qui tient un langage opposé au gouvernement entre dans son collimateur, [...] les prises de position sur la gouvernance et la corruption dérangeant », selon un représentant d'une organisation des droits humains.⁴⁹

Le Réseau des défenseurs des droits humains en Afrique centrale (REDHAC) émet un communiqué de presse quand il estime qu'un activiste ou un journaliste court un danger ou subit une arrestation arbitraire, cela pour signaler au gouvernement qu'il est au courant. En second lieu, il adresse une déclaration aux journalistes et directement au gouvernement, « par tous les canaux possibles ». Il saisit aussi parfois les rapporteurs des Nations Unies et de l'Union africaine : « en général, c'est efficace et l'intimidation s'arrête », a expliqué un représentant. Si un défenseur des droits ne se sent pas en sécurité au Cameroun et que le REDHAC considère cette crainte fondée, celui-ci sollicite des partenaires financiers pour faciliter un déménagement à l'étranger.⁵⁰ Un avocat camerounais a quant à lui expliqué que si une personne est recherchée par les forces de sécurité dans les régions anglophones, Yaoundé serait le dernier endroit où s'établir, vu que les recherches sont bien coordonnées.⁵¹

4. Personnes déplacées

En novembre 2023, les Nations Unies ont indiqué que près de 360 000 personnes étaient déplacées à l'intérieur des régions anglophones, environ 260 000 avaient fui dans les régions Ouest, Littoral, Centre, et 90 000 au Nigeria. Elles ont considéré que 42 000 personnes avaient fui au cours du premier semestre 2023, précisant que la plupart de ces déplacements étaient pendulaires.⁵² En effet, plusieurs sources ont confirmé qu'en cas d'affrontement entre des groupes armés et les militaires près d'un village, la réaction des habitants la plus courante consiste à fuir vers un village voisin et revenir lorsque la situation est devenue plus calme.⁵³ D'autres se rendent à Buea ou à Bamenda, où près de 5000 enfants déplacés ont été inscrits dans des écoles.⁵⁴

Entre autres acteurs humanitaires majeurs qui procurent une aide aux personnes déplacées, on peut citer l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, le Programme alimentaire mondial, l'*International Medical Corps*. Ces organisations opèrent essentiellement en partenariat avec des associations camerounaises. Les fonds levés pour 2023 ont couvert environ un quart des

⁴⁷ Cité par: VOA, Washington. Moki E. Kindzeka. Cameroon journalists decry separatists and military abuses on Press Freedom Day, 03.05.2022. www.voanews.com/a/cameroon-journalists-decry-separatists-and-military-abuses-on-press-freedom-day-6555088.html (22.12.2023).

⁴⁸ Le Bled Parle, Yaoundé. Issa Tchiroma à Carole Yemelong : « à donner la parole aux sécessionnistes, je fermerai votre télévision », 01.10.2017. www.lebledparle.com/issa-tchiroma-a-carole-yemelong-vous-devez-comprendre-que-a-donner-la-parole-aux-secessionnistes-je-fermerai-votre-television-canal-2/ (22.12.2023).

⁴⁹ Entretien avec Jean-Claude Yebga, assistant du département de protection, Réseau des défenseurs des droits humains en Afrique centrale (REDHAC), Douala, 13.06.2023.

⁵⁰ Entretien avec Jean-Claude Yebga, assistant du département de protection, Réseau des défenseurs des droits humains en Afrique centrale (REDHAC), Douala, 13.06.2023.

⁵¹ Entretien avec un juriste camerounais, Yaoundé, 09.06.2023.

⁵² UNHCR, Geneva. Refugees et internally displaced persons, November 2023. <https://data.unhcr.org/en/documents/details/105421> (18.01.2024). / OCHA, New York. Cameroon. Situation Report, 02.10.2023. <https://reports.unocha.org/en/country/cameroon/> (12.10.2023). / OCHA, New York. Cameroon - More than 1,000 people newly displaced in the Mezam division in the North-West region in June, 11.07.2023. <https://reports.unocha.org/en/country/cameroon/card/31jzGHeqX/> (09.10.2023).

⁵³ Entretien avec la direction d'une organisation humanitaire, Yaoundé, 05.06.2023. / Entretien avec le président d'une organisation des droits humains, Buea, 14.06.2023.

⁵⁴ RFI, Paris. Cameroun: difficile rentrée scolaire dans la région anglophone du Nord-Ouest, 30.08.2023. www.rfi.fr/fr/afrique/20230830-cameroun-difficile-rentre%C3%A9e-scolaire-dans-la-r%C3%A9gion-anglophone-du-nord-ouest (30.08.2023).

besoins, selon les Nations Unies.⁵⁵ Les sources rassemblées n'indiquent pas que le gouvernement ait adopté une stratégie d'aide aux déplacés anglophones en particulier, mais il a toutefois annoncé un Plan présidentiel de reconstruction et de développement des régions Nord-Ouest et Sud-Ouest.⁵⁶

Protection

Les personnes venant de zones occupées par des groupes armés sont plus exposées aux arrestations, d'après une représentante d'une organisation des droits humains.⁵⁷ Mais contrairement au début de la crise, les militaires ne discriminent plus systématiquement les anglophones déplacés dans la zone francophone, a observé le directeur d'une autre association.⁵⁸ Un avocat a néanmoins expliqué que lors de manifestations à Yaoundé, la police a tendance à se rendre dans les quartiers anglophones pour y arrêter des jeunes.⁵⁹

Cohabitation

Leurs communautés d'accueil sont amicales à leur égard, a estimé une faible majorité (54 %) des personnes déplacées interrogés dans une enquête. Celle-ci a été menée à la fois dans les régions anglophones et dans les villes francophones qui accueillent la plupart des déplacés, à savoir Dschang, Foumban, Douala et Yaoundé (voir : annexe).⁶⁰ Même si de nombreux anglophones craignent une attitude hostile des francophones⁶¹, certains ont revu leurs préjugés, à l'image d'une femme déplacée à Yaoundé et « surprise de constater que les francophones ne [leur] en voulaient pas ». ⁶² En vue de faciliter la cohabitation, une association approche des églises et des chefs de quartiers pour organiser des réunions sur le thème du vivre ensemble.⁶³

À Yaoundé, a expliqué la présidente d'une association, « on parle pidgin [anglo-camerounais] sur certains marchés ou sur des campus depuis longtemps, c'est difficile de distinguer les déplacés du reste de la population ». En revanche, elle a précisé que lorsque des déplacés arrivent dans une zone rurale où on parle la langue locale et où on a l'habitude de pratiquer des prix plus hauts pour les étrangers, ils peuvent se sentir discriminés, et l'accès au terrain pour habiter et cultiver constitue une source de conflit.⁶⁴

Accès aux services

Les infrastructures sociales ne sont pas toujours accessibles aux personnes déplacées : les difficultés d'accès à l'eau potable, au logement et à l'emploi sont dues à l'absence de documents d'identité qui ne peuvent être obtenus que dans le lieu d'origine, au manque d'argent ou à la discrimination tribale, selon les participants à l'enquête précitée.⁶⁵ Une représentante d'association a souligné que les communautés amenées à prendre en charge les déplacés se

⁵⁵ OCHA, New York. Cameroon: Humanitarian dashboard (January to September 2023). www.unocha.org/publications/report/cameroon/cameroon-humanitarian-dashboard-january-september-2023 (18.01.2024).

⁵⁶ Services du Premier ministre, *Arrêté N 031-CAB-PM du 3 avril 2020 fixant le cadre organique de la mise en oeuvre du Plan Présidentiel de Reconstruction et de Développement des Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest*. www.osidimbea.cm/institutions/gouvernement/pprd-no-so/ (18.01.2024).

⁵⁷ Entretien avec Murielle Bettina Mbakop, chargée de protection, Nouveaux droits de l'homme (NDH), Yaoundé, 07.06.2023.

⁵⁸ Entretien avec le président d'une organisation des droits humains, Buea, 14.06.2023.

⁵⁹ Entretien avec un juriste camerounais, Yaoundé, 09.06.2023.

⁶⁰ CHRDA, Buea. Social inclusion of young IDPs in Cameroon, 2022, p. 32. / Entretien avec un représentant d'une organisation humanitaire, Yaoundé, 09.06.2023.

⁶¹ Entretien avec un juriste camerounais, Yaoundé, 09.06.2023.

⁶² Camerbe, Bruxelles Darren L. Ebelle. Crise anglophone: La prostitution comme moyen de subsistance des femmes déplacées internes, 06.03.2020. www.camer.be/79533/35:32/cameroun-crise-anglophone-la-prostitution-comme-moyen-de-subsistance-des-femmes-deplacees-internes-cameroon.html (24.08.2020).

⁶³ Entretien avec Murielle Bettina Mbakop, chargée de protection, Nouveaux droits de l'homme (NDH), Yaoundé, 07.06.2023.

⁶⁴ Entretien téléphonique avec Teclair Alida Ngo Libock, présidente exécutive de l'association Building Africa, basée à Yaoundé, 23.01.2024.

⁶⁵ CHRDA, Buea. Social inclusion of young IDPs in Cameroon, 2022, p. 32. / Entretien avec un représentant d'une organisation humanitaire, Yaoundé, 09.06.2023.

sentent délaissées et qu'il faut chercher des familles hôtes. Elle a précisé que les arrivants obtiennent peu d'aide, mise à part l'école gratuite.⁶⁶ Des écoles bilingues existent sur l'ensemble du territoire camerounais et sont aussi prisées par des francophones pour l'apprentissage de l'anglais, mais offrent un nombre de places limité.⁶⁷ D'après un avocat, les anglophones qui ont fui cherchent d'abord du soutien auprès de membres de leurs familles, sinon se tournent vers des connaissances, voire une association de ressortissants de leur village d'origine ou groupe ethnique.⁶⁸

Travail

« Beaucoup de personnes [déplacées] n'ont pas de plan clair pour subvenir à leurs besoins lorsqu'elles arrivent et risquent de se faire exploiter », selon une journaliste anglophone.⁶⁹ Parmi les activités qu'elles exercent, on cite souvent l'agriculture, le gardiennage pour les hommes, le nettoyage pour les femmes.⁷⁰ La présidente d'une association a souligné que le bilinguisme peut être un atout pour trouver un emploi, mais qu'un manque de papiers d'identité ou la perte d'un diplôme constituent des obstacles. Elle a ajouté que beaucoup de personnes déplacées deviennent de petits vendeurs au marché, où il n'y a pas besoin de papiers : la mairie collecte une taxe sur place.⁷¹ Par ailleurs, des médias ont rapporté une augmentation de prostituées anglophones dans plusieurs villes.⁷²

SECRETARIAT D'ETAT AUX MIGRATIONS SEM

Domaine de direction Asile

Section Analyses

⁶⁶ Entretien avec Murielle Bettina Mbakop, chargée de protection, Nouveaux droits de l'homme (NDH), Yaoundé, 07.06.2023.

⁶⁷ Entretien avec un juriste camerounais, Yaoundé, 09.06.2023. / Entretien avec une journaliste anglophone, Yaoundé, 08.06.2023.

⁶⁸ Entretien avec un juriste camerounais, Yaoundé, 09.06.2023.

⁶⁹ Entretien avec une journaliste anglophone, Yaoundé, 08.06.2023.

⁷⁰ CEIDES, Yaoundé. Vivre la ville comme (hôtes de) déplacés internes de la crise du Nord-Ouest et du Sud-Ouest au Cameroun: Relations sociales, différences culturelles et désirs d'avenir, novembre 2020, p. 15. / Entretien avec une journaliste anglophone, Yaoundé, 08.06.2023. / Entretien avec Murielle Bettina Mbakop, chargée de protection, Nouveaux droits de l'homme (NDH), Yaoundé, 07.06.2023.

⁷¹ Entretien téléphonique avec Teclair Alida Ngo Libock, présidente exécutive de l'association Building Africa, basée à Yaoundé, 23.01.2024.

⁷² Camerbe, Bruxelles Darren L. Ebelle. Crise anglophone: La prostitution comme moyen de subsistance des femmes déplacées internes, 06.03.2020. www.camer.be/79533/35:32/cameroun-crise-anglophone-la-prostitution-comme-moyen-de-subsistance-des-femmes-deplacees-internes-cameroon.html (24.08.2020). / Muntunews Cameroun. Alain T. D. Prostitution et instinct de survie des déplacées de la crise anglophone, 01.04.2021. <https://cameroun-muntunews.com/prostitution-et-instinct-de-survie-des-deplacees-de-la-crise-anglophone/> (12.01.2024).

Annexe : Carte et infographie

